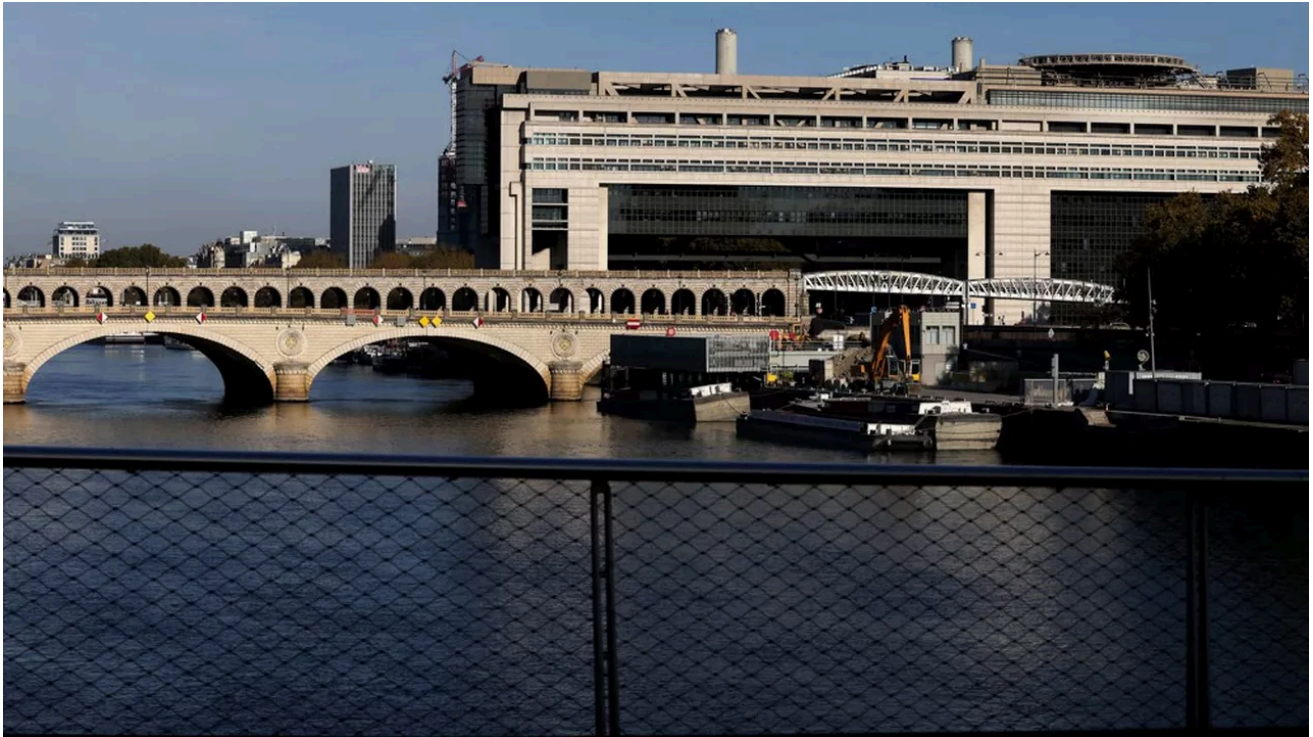


Le montant des impôts dans les pays riches s'établit à un nouveau record historique

L'ensemble des impôts collectés dans les pays de l'OCDE a enregistré un plus haut historique en totalisant, en moyenne, plus d'un tiers de leur PIB. Ce sont les cotisations de sécurité sociale et l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui ont le plus augmenté entre 2023 et 2024.



Tous impôts confondus, la France se classe au deuxième rang des pays ayant la fiscalité la plus élevée des pays riches de l'OCDE. (Photo Stephane Lemouton/Sipa)

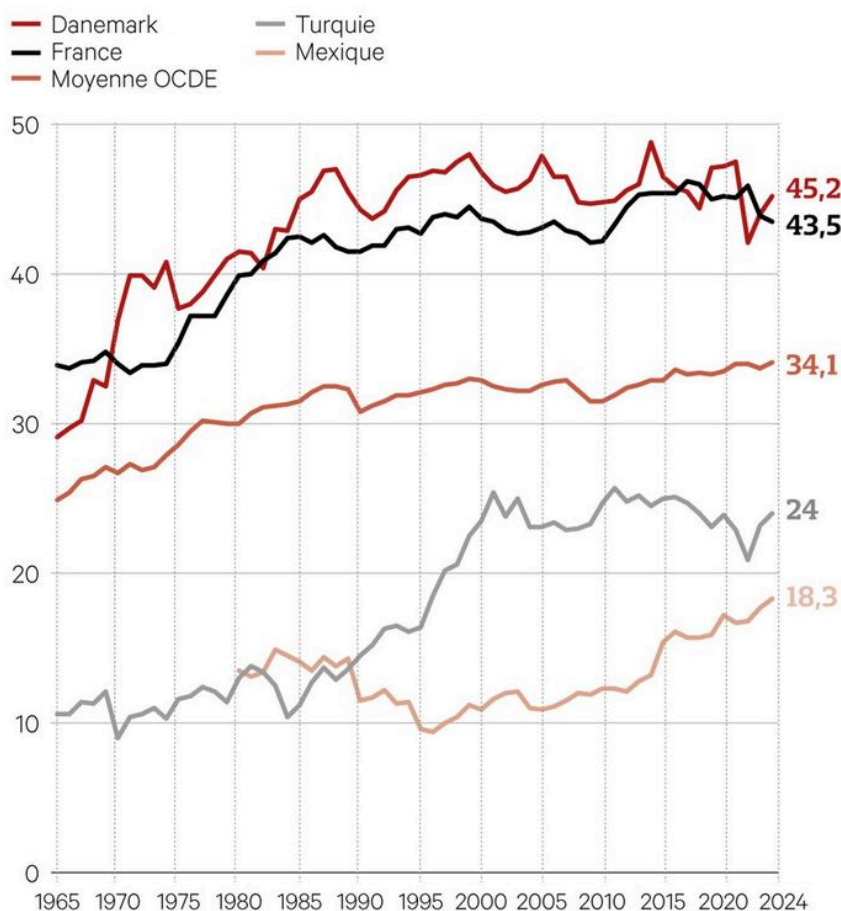
Par **Richard Hiault**

Publié le 9 déc. 2025 à 16:53 | Mis à jour le 9 déc. 2025 à 18:25

Les impôts n'ont jamais été aussi élevés dans la plupart des pays riches de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon **les dernières statistiques publiées mardi**, les impôts rapportés au produit intérieur brut (PIB) ont augmenté dans 22 des 36 pays membres de l'organisation. En moyenne, le ratio a atteint 34,1 % du PIB en 2024 contre 33,7 % l'année précédente. Il n'était que de 24,9 % en 1965.

C'est la première fois depuis 2021 que la fiscalité sur les revenus, les bénéfices des entreprises, les gains en capital, les salaires, le patrimoine et les biens et services auxquels l'OCDE rajoute les cotisations de sécurité sociale s'est de nouveau alourdie. En la matière, c'est le Danemark avec un ratio de 45,2 % qui détient la palme de **la fiscalité la plus élevée juste devant la France**, deuxième au classement, avec un taux de 43,5 %. Suivent l'Autriche (43,4 %), l'Italie (42,8 %) et la Belgique (42,6 %) tandis que l'Allemagne affiche un ratio de 38 %.

Les prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE En % du PIB



« LES ECHOS » / SOURCE : OCDE

Entre 2023 et 2024, ce sont les cotisations de sécurité sociale et l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui ont le plus augmenté dans la majeure partie des pays riches. En règle générale, les gouvernements ont relevé les taux d'imposition du travail pour faire face à la hausse des dépenses publiques, souligne l'organisation. L'une des raisons principales est liée au vieillissement de la population qui pèse sur **les dépenses de retraite et de santé**.

Cotisations sociales en pole position

En 2023, dernière année pour laquelle l'OCDE dispose de données détaillées, les cotisations de sécurité sociale ont en effet représenté la partie la plus importante des recettes fiscales. Elles ont atteint en moyenne 25,5 % du total, devant les impôts sur le revenu des personnes physiques (23,7 %), l'impôt sur les bénéfices des entreprises (11,9 %), la TVA ayant procuré à peine plus du cinquième des recettes totales.

Tous les pays n'ont pas les mêmes structures fiscales. Pour l'année 2023, certains pays avaient privilégié l'impôt sur le revenu qui constituait l'essentiel de leurs recettes fiscales. C'est le cas du Danemark où cet impôt a représenté 57,2 % du total des impôts collectés,

de l'Australie (42,6 %), l'Irlande (31,1 %) ou encore des Etats-Unis (40 %). Pour d'autres, ce sont les cotisations sociales comme la France (33,2 % du total des recettes), l'Allemagne (38,4 %) et l'Espagne (34,7 %) qui primaient. En revanche, le Chili, la Hongrie, la Grèce ou la Turquie étaient ceux dont les impôts sur les biens et services avaient rapporté le plus.

Fiscalité des revenus alourdie

Rien qu'en France, les recettes fiscales se sont élevées à 1.244 milliards d'euros cette année-là dont 90 milliards au titre de l'impôt sur le revenu, 63,9 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés, 206 milliards au titre de la TVA et 413,5 milliards relevant des cotisations de sécurité sociale (employeur et employé confondus).

Une analyse sur le long terme montre que l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été l'un des principaux moteurs de la **croissance globale des recettes fiscales dans les pays riches** avec les cotisations sociales. Entre 2011 et 2023, il a augmenté de 1,6 point de pourcentage en moyenne dans la zone. Toutefois, l'OCDE précise que la part des impôts sur les salaires dans le total des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a diminué durant cette période. En revanche, ce sont les deux autres composantes - les impôts sur les revenus du capital et ceux du travail indépendant - qui ont progressé.

Richard Hiault